



PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT
HUB SOUS-RÉGIONAL POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

RAPPORT ANNUEL 2023

Sommaire

04

Avant-propos

06

2023 en chiffres

08

Indice des pays
2023

10

Une régénération

11

Présentation
de la Facilité de
Transitions

12

3ème Conférence
de Haut Niveau

14

La visite des
Directeurs adjoints
du PNUD

16

4ème Forum des
gouverneurs du BLT

18

Visite conjointe
multi-pays du Sahel

20

Baisser le Rideau

22

2023 en détail

56

Équipe de soutien
du bureau pays

57

Centre Mondial de
Services Partagés

58

Partenariats pour le
Développement

59

PNUD au Sénégal

60

Découvrez notre
équipe



Droit d'auteur © 2024 Programme des Nations Unies pour le Développement

Le PNUD est l'organisation leader des Nations Unies luttant pour mettre fin aux injustices de la pauvreté, de l'inégalité et du changement climatique. Travaillant avec notre vaste réseau d'experts et de partenaires dans 170 pays, nous aidons les nations à élaborer des solutions intégrées et durables pour les personnes et la planète.

Programme des Nations Unies pour le Développement

Hub Sous-Régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (PNUD WACA)
Point E, Complexe Citamil, Immeuble E
Dakar - Sénégal

Avant-propos

Soutenir le développement en Afrique de l'Ouest et du Centre

En entrant en 2023, le monde était imprégné d'échos d'optimisme, un sentiment partagé par beaucoup au début de chaque nouvelle année. Pourtant, le paysage mondial dans lequel nous naviguons aujourd'hui a considérablement changé. La solidarité mondiale semble s'affaiblir, la géopolitique est en pleine fluctuation, les structures de pouvoir traditionnelles sont remises en question, et de nouvelles voix émergent de coins autrefois silencieux. Notre monde interagit, innove et entre même en conflit de manières sans précédent.

En Afrique de l'Ouest et du Centre, un visage familier, celui des transitions inconstitutionnelles, marquant de son empreinte l'histoire récente. La situation complexe et les perturbations du développement qu'elle entraîne nous placent à un moment où le passé et le présent sont en conflit.

Les événements au Niger, au Gabon, en Guinée, au Mali et au Burkina Faso, entre autres, ne sont pas de simples événements isolés. Ils signifient un changement plus profond et plus sismique dans le tissu politique et de développement de la région, reflétant un désir croissant de ces pays pour une nouvelle direction et une gouvernance renouvelée.

Dans ce contexte complexe, le PNUD s'est retrouvé dans un entrelacs de défis et d'opportunités. Notre soutien est maintenant plus que jamais crucial, et la mise en œuvre de notre mandat fait face à des complexités croissantes.

Tout au long de 2023, en collaboration avec nos partenaires techniques et financiers, nous avons lancé plusieurs initiatives visant à favoriser le développement par le soutien politique et des interventions directes. Nos efforts en matière de gouvernance et de consolidation de la paix ont considérablement renforcé la cohésion sociale, la résilience et la bonne gouvernance tout en abordant les disparités économiques au milieu de défis sécuritaires, environnementaux, politiques et socio-économiques complexes.

Par exemple, à travers notre portefeuille de gouvernance, nous nous sommes associés à l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) pour évaluer l'état actuel de la corruption et des flux financiers illicites en Afrique, offrant des recommandations solides pour adresser ces problèmes. À travers la Facilité de Stabilisation Régionale, nos efforts collaboratifs ont aidé à atteindre près de 1,7 million de personnes, dont plus de la moitié étaient des femmes, contribuant significativement à la stabilisation et à la reprise des zones touchées par l'extrémisme violent. Nos efforts dans la construction et la réhabilitation d'infrastructures essentielles, l'amélioration de la sécurité et le soutien aux économies locales soulignent notre approche holistique de la stabilisation et du développement à long terme.

Notre portefeuille jeunesse a franchi des étapes majeures cette année, notamment avec le lancement d'un nouveau volet en cybersécurité, fruit d'une collaboration avec le projet Give1. L'objectif ? Renforcer les compétences numériques et la maîtrise de la cybersécurité chez les jeunes, favorisant leur participation

économique et l'innovation. Ces actions ont permis de fédérer un réseau de 8 611 passionnés, parmi lesquels 24 jeunes ont pu suivre une formation de trois mois les préparant à la certification CompTIA en cybersécurité.

Des jalons significatifs ont marqué nos progrès, notamment le développement de deux instruments clés : la Plateforme d'Information Intégrée sur les Risques du Sahel et le Cadre pour le Système d'Alerte Précoce et d'Action Précoce Multi-Aléas pour l'Afrique. Leur rôle est d'appuyer le renforcement des politiques régionales, d'harmoniser les méthodes de collecte de données, et de faciliter une prise de décision éclairée pour une meilleure gestion des risques de catastrophes et une planification du développement adaptée dans la région. À travers le Projet de Résilience du Sahel, nous avons atteint 1 851 personnes avec des activités de Réduction des Risques de Catastrophes et d'Adaptation au Climat, habilitant les institutions régionales et les gouvernements nationaux à adopter des planifications et des investissements de développement informés par les risques. Nos efforts ont également abouti au développement de la Plateforme d'Information Intégrée sur les Risques du Sahel et du Cadre pour le Système d'Alerte Précoce et d'Action Précoce Multi-Aléas pour l'Afrique, qui aident à renforcer les cadres politiques, harmoniser les outils de collecte de données et soutenir la prise de décision dans la gestion des risques de catastrophes et la planification à travers la région.

Ces efforts ont été soutenus tout au long de l'année par le remarquable dévouement de 3 052 Volontaires des Nations Unies, qui, grâce à leur expertise diversifiée et leur engagement, ont joué un rôle pivot dans nos interventions, atteignant près de 685 000 personnes dans la région.

Les enseignements et les étapes franchies au cours de l'année écoulée constituent une base solide pour 2024. En collaboration avec nos partenaires, nous nous engageons à renforcer notre impact et à adopter des objectifs audacieux qui visent à maximiser les bénéfices pour des millions de personnes dans la région.

Rejoignez-nous!



Njoya Tikum
Directeur, Hub Sous-Régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre et **Représentant Résident**, PNUD Sénégal



2023 EN CHIFFRES



24 Pays

Fourni avec une expertise technique dédiée et le soutien des bureaux pays.



4,866

Opportunités de travail rémunéré créées pour les femmes et les jeunes via la Facilité de Stabilisation Régionale en 2023 seulement



1.36 million

Des personnes ont bénéficié des interventions de stabilisation dans la région du bassin du Lac Tchad



1,851

Personnes touchées par les initiatives de réduction des risques de catastrophes dans le cadre du Projet de Résilience du Sahel



293,639

Des personnes ont bénéficié des interventions de stabilisation dans la région de Liptako-Gourma.



700

Membres de la communauté, leaders traditionnels et autorités locales atteints par une série de dialogues visant à améliorer la cohésion sociale au Burkina Faso



685,000

Personnes touchées par 3 052 volontaires des Nations Unies mobilisés et déployés dans la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.



90,000

Personnes au Mali et au Burkina Faso sont retournées volontairement dans leurs communautés grâce aux interventions de stabilisation



8,611

Jeunes passionnés de cybersécurité d'Afrique de l'Ouest et du Centre forment un nouveau réseau en partenariat avec le projet Give1



2,000

Agents de sécurité formés aux droits de l'homme, à la violence basée sur le genre et aux procédures pénales associées

Index des pays de 2023

Afrique de l'Ouest et du Centre

Sources

Population: Fonds des Nations unies pour la population
 IDH : Rapport sur le développement humain du PNUD
 Indice de fragilité : Fondation pour la paix

Indice du terrorisme : Institut d'économie et de paix
 Indice de paix mondiale : Institut d'économie et de paix
 PIB : Fonds monétaire international
 Indice d'innovation : Organisation mondiale de la propriété intellectuelle



Bénin
 Population: 13.7 Millions
 IDH : 0.504
 Indice de fragilité : 73.3
 Indice de terrorisme : 3.1614
 Indice de paix mondiale : 2.177
 PIB (milliards de dollars) : 21.79
 Indice d'innovation : 120



Burkina Faso
 Population: 23.3 Millions
 IDH : 0.438
 Indice de fragilité : 94.0
 Indice de terrorisme : 8.571
 Indice de paix mondiale : 2.868
 PIB (milliards de dollars) : 22.92
 Indice d'innovation : 124



Cameroun
 Population: 28.6 Millions
 IDH : 0.587
 Indice de fragilité : 94.0
 Indice de terrorisme : 6.98
 Indice de paix mondiale : 2.660
 PIB (milliards de dollars) : 52.98
 Indice d'innovation : 123



Cap Vert
 Population: 0.6 Millions
 IDH : 0.661
 Indice de fragilité : 60.1
 Indice de terrorisme : N/A
 Indice de paix mondiale : N/A
 PIB (milliards de dollars) : 2.8
 Indice d'innovation : 91



République centrafricaine
 Population: 5.7 Millions
 IDH : 0.387
 Indice de fragilité : 105.7
 Indice de terrorisme : 1.445
 Indice de paix mondiale : 2.934
 PIB (milliards de dollars) : 3
 Indice d'innovation : N/A



Tchad
 Population: 18.3 Millions
 IDH : 0.394
 Indice de fragilité : 104.6
 Indice de terrorisme : 4.987
 Indice de paix mondiale : 2.699
 PIB (milliards de dollars) : 13.19
 Indice d'innovation : N/A



Côte d'Ivoire
 Population: 28.9 Millions
 IDH : 0.534
 Indice de fragilité : 87.1
 Indice de terrorisme : 2.06
 Indice de paix mondiale : 2.053
 PIB (milliards de dollars) : 86.89
 Indice d'innovation : 112



République démocratique du Congo
 Population: 102.3 Millions
 IDH : 0.481
 Indice de fragilité : 107.2
 Indice de terrorisme : 6.514
 Indice de paix mondiale : 3.214
 PIB (milliards de dollars) : 73.29
 Indice d'innovation : N/A



Guinée équatoriale
 Population: 1.7 Millions
 IDH : 0.650
 Indice de fragilité : 84.4
 Indice de terrorisme : 0.000
 Indice de paix mondiale : 2.013
 PIB (milliards de dollars) : 10.34
 Indice d'innovation : N/A



Gabon
 Population: 2.4 Millions
 IDH : 0.693
 Indice de fragilité : 65.5
 Indice de terrorisme : 0.000
 Indice de paix mondiale : 2.068
 PIB (milliards de dollars) : 19.85
 Indice d'innovation : N/A



Gambie
 Population: 2.8 Millions
 IDH : 0.495
 Indice de fragilité : 76.1
 Indice de terrorisme : 0.000
 Indice de paix mondiale : 1.888
 PIB (milliards de dollars) : 2.68
 Indice d'innovation : N/A



Ghana
 Population: 34.1 Millions
 IDH : 0.602
 Indice de fragilité : 62.3
 Indice de terrorisme : 0.000
 Indice de paix mondiale : 1.799
 PIB (milliards de dollars) : 75.65
 Indice d'innovation : 99



Guinée
 Population: 14.2 Millions
 IDH : 0.471
 Indice de fragilité : 98.5
 Indice de terrorisme : 0.000
 Indice de paix mondiale : 2.359
 PIB (milliards de dollars) : 25.33
 Indice d'innovation : 128



Guinée-Bissau
 Population: 2.2 Millions
 IDH : 0.483
 Indice de fragilité : 89.9
 Indice de terrorisme : 0.000
 Indice de paix mondiale : 2.045
 PIB (milliards de dollars) : 2.18
 Indice d'innovation : N/A



Libéria
 Population: 5.4 Millions
 IDH : 0.487
 Indice de fragilité : 88.9
 Indice de terrorisme : 0.000
 Indice de paix mondiale : 1.946
 PIB (milliards de dollars) : 4.59
 Indice d'innovation : N/A



Mali
 Population: 23.3 Millions
 IDH : 0.410
 Indice de fragilité : 99.5
 Indice de terrorisme : 7.998
 Indice de paix mondiale : 2.963
 PIB (milliards de dollars) : 23.07
 Indice d'innovation : 129



Mauritanie
 Population: 4.9 Millions
 IDH : 0.540
 Indice de fragilité : 87.0
 Indice de terrorisme : 0.000
 Indice de paix mondiale : 2.228
 PIB (milliards de dollars) : 10.91
 Indice d'innovation : 127



Niger
 Population: 27.2 Millions
 IDH : 0.394
 Indice de fragilité : 93.4
 Indice de terrorisme : 7.274
 Indice de paix mondiale : 2.625
 PIB (milliards de dollars) : 19.54
 Indice d'innovation : 131



Nigéria
 Population: 223.8 Millions
 IDH : 0.548
 Indice de fragilité : 98.0
 Indice de terrorisme : 7.575
 Indice de paix mondiale : 2.713
 PIB (milliards de dollars) : 394.94
 Indice d'innovation : 109



République du Congo
 Population: 6.1 Millions
 IDH : 0.593
 Indice de fragilité : 90.7
 Indice de terrorisme : 0.000
 Indice de paix mondiale : 2.210
 PIB (milliards de dollars) : 15.42
 Indice d'innovation : N/A



São Tome & Príncipe
 Population: 0.2 Millions
 IDH : 0.613
 Indice de fragilité : 69.7
 Indice de terrorisme : N/A
 Indice de paix mondiale : N/A
 PIB (milliards de dollars) : 0.76
 Indice d'innovation : N/A



Sénégal
 Population: 17.8 Millions
 IDH : 0.517
 Indice de fragilité : 71.5
 Indice de terrorisme : 0.000
 Indice de paix mondiale : 1.827
 PIB (milliards de dollars) : 35.19
 Indice d'innovation : 93



Sierra Leone
 Population: 8.8 Millions
 IDH : 0.458
 Indice de fragilité : 81.4
 Indice de terrorisme : 0.000
 Indice de paix mondiale : 1.792
 PIB (milliards de dollars) : 3.61
 Indice d'innovation : N/A



Togo
 Population: 9.1 Millions
 IDH : 0.547
 Indice de fragilité : 82.1
 Indice de terrorisme : 4.670
 Indice de paix mondiale : 2.130
 PIB (milliards de dollars) : 9.86
 Indice d'innovation : 114

Une régénération

La Contribution du PNUD à la Mise en Œuvre de l'UNISS

En 2013, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté la Stratégie intégrée des Nations unies pour le Sahel (UNISS) pour aider à résoudre les causes profondes de la crise dans la région et autonomiser les populations sahéliennes. La stratégie, qui concerne dix pays et met l'accent sur la gouvernance, la résilience et la sécurité, a été suivie de l'élaboration du Plan de soutien à l'UNISS en 2018 pour accélérer les résultats sur le terrain. Le plan de soutien est articulé autour de six domaines prioritaires dont la mise en œuvre efficace entraîne une transformation dans le Sahel. Il s'agit de la coopération transfrontalière et régionale; la prévention et la résolution des conflits; la croissance inclusive et équitable; la résilience au changement climatique; l'accès à l'énergie renouvelable et l'autonomisation des femmes et des jeunes.

Ensemble, l'UNISS et le Plan de soutien, en tant que cadres directeurs, ciblent dix pays du Sahel : le Burkina Faso, le Cameroun, le Tchad, la Gambie, la Guinée, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria et le Sénégal. Ces cadres sont mis en œuvre par les Agences, Fonds et Programmes (AFP) des Nations unies dans la région, avec la participation d'entités régionales, de gouvernements nationaux, d'organisations de la société civile (OSC), de partenaires internationaux en matière de financement et de développement, de donateurs et d'autres parties prenantes.

Pour soutenir la mise en œuvre de l'UNISS, le PNUD a lancé "La Régénération" en 2021 en tant que son offre de développement pour promouvoir la paix et le développement durable dans la région. Depuis son lancement, le PNUD a soutenu la région dans des domaines de développement critiques tels que la gouvernance, l'énergie renouvelable et la jeunesse. Ces efforts ont été axés sur le déblocage du potentiel socio-économique de la région via trois domaines clés de développement : la gouvernance, l'énergie renouvelable et la jeunesse.

Le prochain Rapport de mise en œuvre de "La Régénération" examine comment le PNUD, en tant qu'agence de développement leader, a mobilisé un soutien aux niveaux international, continental, national et local pour soutenir les aspirations au développement des Sahéliens. Il met en évidence la manière dont les crises peuvent être transformées en opportunités grâce à la collaboration avec les gouvernements nationaux et les communautés locales sous une vision ferme pour la prospérité future.



Présentation de la Facilité de transition

La Facilité Africaine de Soutien aux Transitions Inclusives (AFSIT)

En réponse à la tendance croissante des changements inconstitutionnels de gouvernement (CIG) et des tentatives de coups d'État à travers le continent, le PNUD en partenariat avec la Commission de l'Union africaine (CUA) a lancé la nouvelle Facilité Africaine de Soutien aux Transitions Inclusives (AFSIT). Cette facilité vise à fournir un soutien programmatique intégré aux pays d'Afrique traversant des transitions politiques complexes.

La AFSIT a été lancée à la mi-2023 en réponse à un appel des Chefs d'État et de Gouvernement de l'UA lors de la 16e Session Extraordinaire de l'Assemblée de l'UA sur le Terrorisme et les Changements Inconstitutionnels de Gouvernement en Afrique, tenue le 28 mai 2022 à Malabo, en Guinée équatoriale.

La facilité travaille à :



Restaurer et approfondir l'ordre constitutionnel

Soutenir la mise en œuvre d'une feuille de route nationale de transition légitime et inclusive en vue de la restauration et du renforcement de l'ordre constitutionnel



Promouvoir les échanges régionaux et transrégionaux

Renforcer les échanges régionaux et transrégionaux pour favoriser la compréhension et l'apprentissage des transitions politiques complexes



Renforcer le rôle des institutions régionales

Accentuer le rôle des institutions régionales en renforçant leurs capacités et en fournissant une assistance technique pour affirmer un plus grand leadership dans la gestion des transitions complexes

3ème Conférence de haut niveau

Sur la région du lac Tchad

La région du bassin du lac Tchad est aux prises avec diverses formes d'insécurité depuis des décennies, notamment la criminalité, les enlèvements, les vols à main armée et le vol de bétail, parmi d'autres défis. Le conflit persistant initié par Boko Haram a gravement compromis le fonctionnement de l'État, diminuant la capacité des gouvernements à assurer la sécurité humaine essentielle et affectant profondément des millions de vies à travers le Cameroun, le Tchad, le Niger et le Nigeria.

Pour relever les défis multidimensionnels de la région, les gouvernements riverains et la communauté internationale se sont initialement réunis lors de conférences de haut niveau à Oslo (2017) et à Berlin (2018). Ces réunions visaient à harmoniser les efforts dans toute la région et à obtenir des engagements pour atténuer la crise. Poursuivant ce dialogue crucial, la 3e Conférence de haut niveau, organisée par le Niger et co-organisée par l'Allemagne, la Norvège, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), plus de 30 pays et organisations internationales et plus de 100 organisations de la société civile les 23 et 24 janvier 2023, à Niamey, au Niger. La conférence a favorisé un consensus international, régional et transfrontalier essentiel sur les ajustements stratégiques nécessaires pour répondre efficacement aux problèmes complexes qui accablent la région.

La conférence a souligné l'urgence de répondre aux demandes humanitaires croissantes et la nécessité d'aborder les causes profondes de la crise. Elle a mis en lumière les progrès positifs réalisés dans certaines parties de la région où les améliorations de la sécurité, résultant d'efforts concertés du Cameroun, du Tchad, du Niger, du Nigeria et de leurs partenaires, ont permis la reprise des services sociaux essentiels, le renforcement du contrat social et la revitalisation des économies locales.

Par le biais de la Facilité de stabilisation régionale du PNUD, par exemple, des efforts conjoints ont permis d'améliorer la vie de millions de personnes en leur donnant accès à des moyens de subsistance, à des soins de santé, à l'éducation, à l'électricité et à d'autres services essentiels. Le commerce transfrontalier et les activités économiques ont également repris dans des zones comme Amchidé (Cameroun) et Banki (Nigeria), avec des recettes douanières passant de 0 \$ entre 2015 et 2019 à 1,4 million de dollars en 2021 seulement. La croissance économique, le retour des infrastructures critiques et l'amélioration de la sécurité ont également contribué au retour volontaire de centaines de milliers de personnes déplacées internes.

À la clôture de la conférence, les partenaires ont réaffirmé leur engagement à renforcer les actions coordonnées et à favoriser la collaboration entre les communautés, les gouvernements locaux et nationaux, les organismes régionaux et une gamme d'acteurs engagés dans les efforts humanitaires, de stabilisation, de paix et de développement. Cet engagement a été marqué par des promesses des États membres et des donateurs institutionnels qui ont annoncé des contributions dépassant 500 millions de dollars, dans le but de soutenir une réponse globale, intégrée et cohérente à la crise dans la région du lac Tchad.



La visite des Directeurs adjoints du PNUD

Mission conjointe au Bureau sous-régional du PNUD

En mai 2023, Noura Hamladji, Directrice adjointe du PNUD pour l'Afrique, accompagnée de George Conway, ancien Directeur adjoint du Bureau de crise, ont entrepris une visite de trois jours au Sénégal. Leur mission était axée sur l'évaluation et l'exploration des perspectives de développement durable dans la région.

Au cours de leur voyage, les Directeurs adjoints ont eu des discussions avec des hauts fonctionnaires du gouvernement, des contreparties onusiennes, des partenaires et d'autres parties prenantes. Ces conversations visaient à approfondir les partenariats existants et à explorer de nouvelles voies pour amplifier le soutien continu du PNUD, en particulier dans des domaines tels que la gouvernance, le changement climatique et le développement économique.

Un moment fort de leur visite a été la visite de la Maison des Nations Unies à Diamniadio. La visite a offert l'occasion d'interagir directement avec les équipes sur le terrain, en comprenant l'impact sur le personnel des Nations Unies et les opportunités potentielles qu'une maison des Nations Unies commune.

Un autre élément clé de leur visite a été le lancement du Laboratoire d'accélération au Sénégal. Cette initiative fait partie d'un réseau d'apprentissage mondial de 91 laboratoires établis dans 115 pays, conçus pour repenser le développement pour le 21^e siècle. Le Laboratoire d'accélération du Sénégal, inauguré lors de cette visite, s'inscrit dans un vaste réseau mondial de 91 laboratoires similaires répartis dans 115 pays. Conçu comme un centre d'innovation, il vise à repenser le développement pour le XXI^e siècle en s'appuyant sur les savoirs locaux et les technologies de pointe afin de répondre efficacement aux défis de développement rencontrés. En favorisant une culture de l'expérimentation et de l'adaptabilité, le laboratoire est bien placé pour accélérer les progrès vers les objectifs de développement durable.

Alors que leur visite touchait à sa fin, les Directeurs adjoints ont également rencontré l'Équipe du Hub Sous-régional du PNUD et du Bureau Pays au Sénégal. Ces discussions ont permis d'examiner le rôle stratégique du Réseau mondial de politiques. Celui-ci vise à doter le PNUD des outils nécessaires pour apporter des réponses intégrées face aux défis complexes dans la région.



4ème Forum des gouverneurs du BLT

Promouvoir la relance précoce et le développement

Le 4ème Forum des Gouverneurs du Bassin du Lac Tchad, qui s'est tenu à N'Djamena du 5 au 7 juillet 2023, a réuni les dirigeants politiques des quatre zones affectées par Boko Haram - le Cameroun, le Tchad, le Niger et le Nigeria - ainsi que des représentants de la Commission de l'Union africaine (CUA), des Nations Unies (ONU), d'autres institutions multilatérales et bilatérales, des gouvernements donateurs, des organisations de la société civile (OSC) et des médias. Le forum, organisé par la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) en collaboration avec la CUA et le PNUD, s'est concentré sur les défis en cours et les prochaines étapes de la Stratégie Régionale de Stabilisation, de Rétablissement et de Résilience (RS-SRR). Il a abordé les améliorations nécessaires de la stratégie pour faire face aux besoins évolutifs en matière de sécurité, humanitaires et de développement dans les zones touchées par Boko Haram.

Le forum a fourni une plateforme de partage des progrès réalisés et leçons apprises, ainsi que pour élaborer des stratégies pour la mise en œuvre de la RS-SRR à l'approche d'une phase de transition cruciale. Les discussions ont souligné la nécessité d'une coopération transsectorielle et transfrontalière solide, notamment pour renforcer les mesures de sécurité face aux groupes insurgés et développer la résilience des communautés. Cela a été souligné par les succès de la Facilité Régionale de Stabilisation, démontrant l'efficacité de la RS-SRR. En fournissant des interventions ciblées, la Facilité a directement contribué à renforcer les mesures de sécurité et à renforcer la résilience communautaire, mettant ainsi en évidence les progrès réalisés dans le cadre plus large de la RS-SRR.

De plus, le forum a exploré des approches communautaires pour la réhabilitation et la réintégration des anciens membres de Boko Haram, en soulignant l'importance d'aligner ces efforts sur les besoins plus larges de la communauté et de veiller à ce qu'ils soient inclusifs des femmes, des jeunes et d'autres groupes vulnérables. Le forum a appelé à des solutions innovantes pour soutenir ces initiatives, soulignant le besoin d'un financement soutenu et d'une coopération internationale.

Alors que la RS-SRR entre dans sa prochaine phase, le prochain forum au Nigeria en 2024 sera un moment critique pour consolider ces discussions et faire avancer la stratégie. L'engagement envers une approche régionale unifiée et l'adaptation continue de la stratégie étaient des résultats clairs de cette réunion, reflétant ainsi une volonté partagée de restaurer la paix et de promouvoir un développement durable dans l'ensemble du Bassin du Lac Tchad.



Visite conjointe multi-pays du Sahel

Mission des Nations Unies au Sahel

Le Sous-Secrétaire général des Nations Unies, **Abdoulaye Mar Dieye**, et la Secrétaire générale adjointe de l'ONU, Administratrice adjointe du PNUD et Directrice régionale pour l'Afrique, **Ahunna Eziakonwa**, ont dirigé une mission conjointe de l'ONU dans certains pays que sont: **la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso et la Guinée**. Il s'agissait d'un effort concerté visant à examiner en profondeur les problèmes multiples de la région, notamment ceux liés à la sécurité et aux crises humanitaires, et explorer les possibilités de favoriser le développement durable.

La mission visait à engager le dialogue avec les dirigeants, les populations et les partenaires de ces pays afin de comprendre leurs perspectives sur les aspirations émergentes des Sahéliens. À travers des discussions approfondies et des engagements avec les parties prenantes à différents niveaux, la mission visait à fournir un aperçu de l'état actuel du Sahel et une feuille de route pour des actions et des interventions futures. Certaines des principales conclusions incluent :

1. La situation dans ces pays est fluide. Cependant, cela ne devrait pas occulter le désir de ces pays pour une nouvelle direction. Ces phases de transition doivent servir de catalyseur pour engager ces États à promouvoir la croissance et la stabilité. Par conséquent, les Nations unies doivent redoubler leur engagement à écouter différemment, ajuster leurs approches, rester engagées, obtenir des résultats et renforcer les capacités nécessaires dans ces contextes.
2. Il existe un fort désir de préserver la dignité et de reprendre l'initiative parmi la population et sa nouvelle direction émergente. Il y a également un fort engagement à donner la priorité au développement pendant la transition, en mettant l'accent sur l'autonomisation communautaire et une approche participative de la gouvernance et de la reconstruction, y compris la vigilance en matière de justice économique et de diplomatie.
3. Les IFIs ont presque entièrement repris leur engagement en fournissant des prêts concessionnels et des subventions. De plus, certains partenaires de financement ont plaidé en faveur d'une plus grande souplesse dans les processus et les règles pour renforcer leurs engagements. Les IFIs attribuent cela à un environnement de réforme amélioré. Cependant, tous les partenaires n'ont pas manifesté des niveaux de réengagement similaires, révélant des disparités dans leurs approches et leur préparation à soutenir les efforts de développement de la région.
4. Les pays sont désireux d'améliorer la gouvernance économique, malgré le défi des faibles taux d'absorption des prêts (par exemple, le Burkina Faso n'utilise que 24 % de ses prêts de la Banque mondiale de 2,4 milliards de dollars). Ils cherchent une collaboration et un soutien des Nations unies pour améliorer l'utilisation des prêts en vue d'un développement plus rapide. Cet effort comprend la mise en place de mécanismes de livraison rapide, le contrôle des actifs, l'expansion de l'espace fiscal, la résolution des inefficacités financières et la promotion de la stabilité économique et de l'inclusion au bénéfice de l'ensemble de la population. Les Nations unies peuvent contribuer à cultiver une architecture de gouvernance et à faciliter une refonte de la culture démocratique.
5. Les États membres de la CÉDÉAO ont exprimé leur volonté de collaborer avec les instances techniques concernées pour la gestion du calendrier et du plan de transition. Cependant, il semble toujours y avoir un déficit de confiance et un vide politique entre la CEDEAO et les pays concernés. Cette situation permet aux Nations unies de jouer un rôle plus central dans l'orientation et le soutien des efforts de transition, en promouvant l'alignement entre les États et les organismes régionaux.
6. Il y a un fort désir d'engagement direct avec les Nations Unies, témoignant de la reconnaissance et de la confiance accordées au rôle central joué par l'ONU dans la trajectoire de développement de ces pays. À cette fin, et comme l'ont souligné certains partenaires, l'absence de coordonnateurs résidents en Guinée et au Burkina Faso crée un vide de leadership avec des implications significatives. L'absence d'un tel leadership en Guinée et au Burkina Faso à un moment aussi sensible entravera le positionnement clair et stratégique des Nations unies, affectant l'approche unifiée des Nations unies pour répondre à leurs besoins spécifiques.



FERMER LE RIDEAU

Dans ce qui s'est avéré être une année difficile pour la région, nous avons concentré nos efforts sur la promotion de la réflexion sur les questions de développement, le renforcement de partenariats stratégiques et l'adaptabilité. Voici quelques-uns de nos moments clés et jalons de l'année écoulée :

DÉBUT

JANVIER

3e Conférence de haut niveau sur la région du lac Tchad



FÉVRIER

Réunion du 14e Comité de pilotage de l'UNISS



MARS

Lancement des Non-Papiers sur la Gouvernance au Sahel



Démonstration et formation sur la plateforme de stabilisation de la GIZ

AVRIL



Visite des Directeurs adjoints du PNUD à Dakar

MAI



Lancement de la Campagne Jeunesse WACA-wide

JUIN

JUILLET

Forum des gouverneurs du bassin du lac Tchad



AOÛT

Conférence mondiale de l'EITI 2023



SEPTEMBRE

Atelier de démarrage sur l'avenir de la gouvernance au Sahel



Visite conjointe du Conseil exécutif de l'ONU au Sénégal

OCTOBRE



Forum sur le climat, la paix et la sécurité au Sahel

NOVEMBRE



Formation en cybersécurité UNDP x Projet GIVE1

DÉCEMBRE

FIN



2023 EN DÉTAIL

*Les Résultats de nos
Efforts*

DE LA CRISE À L'OPPORTUNITÉ: RÉGÉNÉRATION DE LA GOUVERNANCE



700 membres de la communauté touchés



Partenariat avec l'UEMOA lancé



3 études régionales commanditées

Au cours de l'année écoulée, le PNUD a réalisé des avancées substantielles dans le domaine de la gouvernance sur plusieurs fronts critiques, reflétant une approche globale pour répondre aux défis multidimensionnels rencontrés dans la région.

En partenariat avec Dialogue Sans Frontières, le PNUD a lancé une série de dialogues communautaires au Burkina Faso. Cette initiative a contribué à améliorer la cohésion sociale et à renforcer la coexistence parmi plus de 700 membres de la communauté, leaders traditionnels et autorités locales dans les zones sensibles et à risque du pays. Une étude a également été commandée pour analyser l'état de la gouvernance électronique au Sahel et proposer des recommandations pour renforcer les systèmes de gouvernance électronique locaux grâce à la technologie numérique. L'accent mis sur les solutions de gouvernance innovantes et numériques est crucial, car cela améliore non seulement la prestation de services, mais joue également un rôle crucial dans la reconstruction de la confiance entre les citoyens et les institutions étatiques.

Dans le cadre du Cadre Renforcé de Gouvernance et de Consolidation de la Paix, le PNUD a lancé son portefeuille dédié à la Gouvernance Économique, en mettant l'accent sur le renforcement des capacités des États membres à gérer les ressources naturelles, à lutter contre la corruption et à combler les disparités économiques. À travers un partenariat avec l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), le PNUD a initié deux études régionales sur les "Flux Financiers Illicites (FFI)" et "Un Aperçu de la Corruption dans les Secteurs Privés Africains" pour évaluer l'état actuel de la corruption et des flux financiers illicites en Afrique tout en proposant des solutions possibles.

Nos efforts se sont également concentrés sur le renforcement de l'État de droit, de la justice, des droits de l'homme et de la sécurité, avec une assistance technique significative fournie au Tchad pour la mise en œuvre de son agenda femmes, paix et sécurité et pour favoriser l'accès à une identité légale pour tous. En développant une carte d'intervention pour les secteurs des droits de l'homme, de la justice et de la sécurité, le PNUD a soutenu la facilitation de l'échange d'expériences et de meilleures pratiques pour le développement de projets entre les bureaux de pays, renforçant ainsi notre engagement à promouvoir les droits de l'homme et l'accès à la justice en Afrique de l'Ouest et du Centre.

Au milieu de l'instabilité politique, économique et sociale, nos initiatives visaient également à soutenir des processus politiques inclusifs, à prévenir l'extrémisme violent et à renforcer l'engagement civique, en particulier parmi les femmes et les jeunes. À travers des efforts de renforcement des capacités, y compris des formations en ligne spécialisées de l'Académie de Prévention et des missions de conseil technique, le PNUD a soutenu des pays comme la République Démocratique du Congo et Sao Tomé et Príncipe dans les réformes de gouvernance et les mesures de consolidation de la paix.

Tout au long de ces efforts, le partenariat stratégique du PNUD avec les organisations régionales, la société civile et les institutions de recherche a été essentiel pour amplifier nos efforts et garantir que nos initiatives s'alignent sur les agendas de développement globaux des communautés que nous servons.

Rendu possible par



En favorisant des structures de gouvernance locale efficaces et en améliorant les relations entre l'État et la société, le PNUD s'attaque directement aux causes profondes des conflits et du sous-développement.



MAXIMISER LE BOOM DÉMOGRAPHIQUE DES JEUNES : LES JEUNES COMME CATALYSEURS



Réseau de 8 611 jeunes passionnés de cybersécurité créé



24 jeunes améliorent leurs connaissances et compétences en cybersécurité



326 personnes touchées par des alternatives viables à la migration

Le PNUD reconnaît le rôle pivot que jouent les jeunes dans la construction d'un avenir durable et reste engagé à autonomiser la jeunesse en Afrique de l'Ouest et du Centre. Au cours de l'année écoulée, nos efforts se sont concentrés sur trois domaines critiques : l'emploi, l'entrepreneuriat, les arts et la culture ; l'énergie, l'environnement, le changement climatique ; et la jeunesse, la paix et la sécurité.

En 2023, le PNUD a mis l'accent sur l'autonomisation des jeunes en facilitant l'accès à un travail décent, aux opportunités d'entrepreneuriat, ainsi qu'aux connaissances et compétences numériques. Des initiatives telles que la "Formation Régionale à la Cybersécurité PNUD x Projet Give1" ont été lancées pour renforcer les compétences numériques et les connaissances en cybersécurité parmi les jeunes, créant ainsi de nouvelles opportunités de participation économique, d'innovation et d'emploi. Cette initiative a permis de créer un réseau de 8 611 jeunes passionnés de cybersécurité. La première cohorte, composée de 24 personnes, a bénéficié de trois mois de formation en ligne et a été préparée à la certification en cybersécurité CompTIA reconnue internationalement lors d'une session de formation pratique de deux semaines au Sénégal. Jusqu'à présent, cette formation a eu un impact positif puisqu'un stagiaire a créé une entreprise en partenariat avec des acteurs au Kenya et au Canada pour faire face à l'augmentation des cyberattaques en Afrique, tandis qu'un autre a décroché un contrat gouvernemental pour renforcer la cybersécurité nationale.

Ces efforts ont été complétés par notre collaboration avec LVIA à travers l'initiative "L'épanouissement personnel comme alternative à la migration" dans trois pays - le Burkina Faso, le Mali et le Niger - où des alternatives viables à la migration ont été proposées grâce à des opportunités de formation et d'intégration socio-économique. Les efforts déployés dans le cadre de ce programme ont touché 326 jeunes à la fois physiquement et virtuellement, tandis qu'une cartographie exploratoire des capacités de renforcement et des opportunités socio-économiques pour les jeunes dans la région a été menée avec succès, identifiant ainsi 206 acteurs.

Au cours de l'année écoulée, le PNUD s'est également associé à l'UNICEF pour lancer une initiative phare pour les jeunes visant à renforcer leurs compétences et à réduire le chômage des jeunes dans la région. Cette initiative offre une opportunité au PNUD et à l'UNICEF de capitaliser sur les initiatives de collaboration en cours dans le domaine de l'entrepreneuriat des jeunes afin de renforcer leur capacité à favoriser des transitions productives pour les jeunes.

Le PNUD soutient également activement les jeunes pour renforcer leur résilience face aux conflits et à la violence. Nos efforts visant à impliquer les jeunes dans les activités de consolidation de la paix contribuent non seulement à la stabilité, mais aussi aux perspectives de paix à long terme. Alors que nous intensifions ces efforts en 2024, le PNUD restera pleinement engagé auprès des jeunes sur ces enjeux cruciaux, socles d'un développement pérenne et inclusif dans la région.

Rendu possible par





En protégeant nos données, nous pouvons bâtir une Afrique meilleure. Le piratage éthique défend les organisations, les pays et les entités gouvernementales. Les jeunes devraient soutenir cette notion de piratage pour le bien, au lieu de l'utiliser à des fins malveillantes.

Victor Ekere
Stagiaire en cybersécurité et fondateur de Secure Path

DE LA CRISE À L'OPPORTUNITÉ : LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE



Plateforme des acteurs de l'énergie établie au Burkina Faso



Plan d'action pour les mini-réseaux solaires photovoltaïques validé



Plateforme nationale de coordination de l'énergie renouvelable hors réseau créée

Dans la région du Liptako-Gourma, la phase pilote du "Projet conjoint UNOPS-PNUD pour soutenir l'électrification rurale par le biais de systèmes d'énergie renouvelable", soutenue par le gouvernement suédois, vise à fournir un accès amélioré à une énergie propre et durable et à atteindre 30 000 personnes, dont 40% sont des femmes.

Le projet adopte une double stratégie : offrir des avantages directs aux communautés, mis en oeuvre par l'Office des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), et initier des transformations institutionnelles et réglementaires sous la direction du PNUD. Parmi les réalisations notables, on peut citer la création de la Plateforme des acteurs de l'énergie au Burkina Faso par l'adoption d'un décret et la validation de plans d'action pour les mini-réseaux photovoltaïques solaires, favorisant ainsi un environnement propice à l'investissement du secteur privé dans les énergies renouvelables.

En partenariat avec le Centre de la CEDEAO pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (ECREEE) et l'UNOPS, le PNUD a facilité la création d'une plateforme nationale de coordination de l'énergie hors réseau au Burkina Faso. Cette initiative ouvre la voie à la résolution de divers défis liés à l'accès à l'énergie, de l'électrification rurale aux considérations environnementales et sociales, grâce à une approche globale et multidimensionnelle.

Les interactions régulières avec les acteurs de l'énergie dans la région, menées conformément aux directives de sécurité du Système de sécurité des Nations Unies (UNDSS), démontrent l'adaptabilité du projet et sa gestion proactive des risques, soulignant ainsi son engagement envers la flexibilité et la planification stratégique.

La synergie avec le Programme des mini-réseaux en Afrique renforce davantage la capacité du projet à soutenir et à étendre ses efforts. De plus, l'engagement en faveur des technologies de cuisson propre - démontré par la formation des communautés et la mise en place de centres de production dans les trois pays - souligne une approche holistique de l'accès aux énergies renouvelables.

Alors que le projet avance vers son achèvement en juin 2024, la planification stratégique et l'engagement des parties prenantes sont cruciaux, notamment en réponse aux dynamiques changeantes de la CEDEAO. Le PNUD est déterminé à poursuivre ses efforts. Il est prêt à continuer de travailler main dans la main avec ses partenaires pour transformer l'accès à l'énergie dans la région, jetant ainsi les bases d'un avenir énergétique résilient et durable.

Rendu possible par



Bâtir un avenir plus résilient et sécurisé sur le plan énergétique pour la région nécessite une transformation plus large dans la manière dont l'accès à l'énergie est facilité, géré et maintenu.



FAVORISER LA SÉCURITÉ CLIMATIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE



150 intervenants réunis pour le Forum sur la Sécurité Climatique



Déclaration historique de Bamako sur la sécurité climatique adoptée



Note politique sur le bassin du lac Tchad élaborée

Ces dernières années, la sécurité climatique a pris une place de premier plan dans les débats mondiaux, mettant en lumière le lien complexe entre le climat, la paix et la sécurité. En Afrique de l'Ouest et du Centre, les effets croissants de la crise climatique, marqués par les inondations, les sécheresses et la montée des niveaux de la mer, continuent d'intensifier la lutte pour les ressources, de déplacer des communautés et d'exacerber les conflits et les tensions communautaires.

Face à cela, la nécessité de solutions climatiques et sécuritaires complètes visant à assurer la stabilité, renforcer la résilience contre les effets néfastes du changement climatique et prévenir une escalade supplémentaire des conflits dans les communautés affectées est devenue plus pressante que jamais. Le PNUD a donc lancé un projet régional de sécurité climatique pour déployer des interventions dans ce domaine critique et soutenir la prévention des conflits par l'action climatique dans la région.

Le PNUD a également travaillé en étroite collaboration avec le Fonds pour la consolidation de la paix (PBF) pour intégrer la sécurité climatique dans les efforts de consolidation de la paix et a approfondi ses partenariats avec des entités stratégiques clés telles que l'Union africaine, l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et divers donateurs bilatéraux tels que la Suède, le Danemark et le Canada, promettant ainsi de nouveaux progrès en matière de sécurité climatique.

Ces efforts ont été complétés par l'organisation du tout premier Forum sur le climat, la paix et la sécurité au Sahel à Bamako, au Mali, une étape politique importante qui a obtenu des engagements fermes des pays sahéliens et des organisations en vue de faire avancer la sécurité climatique dans la région. Le forum a rassemblé plus de 150 parties prenantes pour un dialogue et une collaboration critiques sur la sécurité climatique, axés sur l'exploration de solutions innovantes et de mécanismes de financement pour aborder les questions climatiques, de paix et de sécurité, aboutissant à l'adoption de la "Déclaration de Bamako sur la sécurité climatique".

À un niveau plus concret, des efforts stratégiques ont été déployés pour mieux intégrer la sécurité climatique dans la programmation du PNUD en Afrique subsaharienne, notamment par la création d'une offre programmatique sur la sécurité climatique et d'une note de politique pour le bassin du lac Tchad, visant à mieux comprendre et opérationnaliser ces concepts.

Le PNUD est prêt à poursuivre son travail crucial dans le domaine du climat, de la paix et de la sécurité, un domaine de plus en plus vital. Nos efforts se concentreront sur la mise en œuvre de la Déclaration de Bamako sur la sécurité climatique, la mobilisation d'une action régionale pour aborder les liens entre changement climatique, paix et sécurité, l'amélioration de la gestion des connaissances autour des initiatives du PNUD en matière de sécurité climatique et le renforcement du soutien et du développement des programmes en Afrique de l'Ouest et du Centre.

Rendu possible par





La sécurité climatique transcende l'environnement pour devenir une question de sécurité humaine évidente. Les recommandations énoncées dans la déclaration de Bamako soulignent notre devoir de responsabilité. Les solutions sont à portée de main, mais demandent un effort collectif concerté.

Nicole Kouassi, Représentante résidente du PNUD au Niger.

FACILITÉ DE STABILISATION RÉGIONALE DU BASSIN DU LAC TCHAD ET DU LIPTAKO- GOURMA



1,7 million de personnes ont
bénéficié des interventions,
dont 872 000 femmes



4 866 personnes inscrites
dans des activités de
travail rémunéré



90 000 personnes sont
retournées volontairement
dans leurs communautés au
Mali et au Burkina Faso

Les régions du Liptako-Gourma et du bassin du lac Tchad demeurent au centre de défis multifacettes, où des enchevêtrements complexes de facteurs de sécurité, environnementaux, politiques, économiques et démographiques impactent significativement la paix et la stabilité. Dans ce contexte, la Facilité de Stabilisation Régionale a joué un rôle crucial en favorisant la cohésion sociale et en contrecarrant les impacts de l'insurrection et des conflits. En soutenant environ 1,7 million de personnes, dont près de 872 000 femmes, la facilité a contribué de manière significative à rétablir la normalité dans plusieurs parties de la région. Elle a également contribué au retour volontaire de 435 000 personnes déplacées internes dans le bassin du lac Tchad, et de 90 000 dans la région du Liptako-Gourma.

Grâce à nos efforts concertés, la facilité a construit et réhabilité 32 infrastructures de sécurité et de justice telles que des postes de police et des gendarmeries, à travers les zones ciblées, contribuant ainsi à un sentiment amélioré de sécurité dans les communautés. Les initiatives de formation sur les droits de l'homme et les questions de violence liée au genre, visant à renforcer les capacités techniques de 2 000 fournisseurs de sécurité, ont également consolidé ce sentiment de sécurité. De plus, l'installation de 2 245 lampadaires et la construction de 127 points d'eau ont contribué à améliorer la vie quotidienne en communauté.

La facilité a également réalisé des progrès significatifs dans le soutien à l'autonomisation économique, en particulier auprès de 3 192 femmes et jeunes, grâce à l'octroi de subventions commerciales et d'actifs productifs. 4 866 personnes supplémentaires, dont 3 455 femmes, ont bénéficié de programmes de travail contre rémunération, tandis que 2 639 personnes (dont 2 531 femmes) ont reçu une formation en gestion d'entreprise. Ce soutien multifacette a permis aux bénéficiaires de lancer ou d'élargir leurs activités commerciales, contribuant ainsi à stabiliser les moyens de subsistance et à renforcer les économies locales.

Ces efforts complets visent à améliorer la coopération régionale, renforcer la présence des autorités étatiques, améliorer l'accès aux services de base, soutenir les économies locales et favoriser la cohésion sociale. Ils ont été soutenus par de nombreux partenaires, tels que la Banque Africaine de Développement, l'Union Européenne, l'Allemagne, le Japon, les Pays-Bas, la Suède, le Royaume-Uni, la Norvège, le Danemark, le Burkina Faso, le Tchad, le Cameroun, le Mali, le Niger et le Nigéria, ainsi que par des acteurs locaux dans les deux régions.

Pour l'avenir, la facilité s'engage à pérenniser les acquis et à intensifier ses efforts, en mettant l'accent sur la coopération transfrontalière, la réhabilitation des infrastructures, la cohésion sociale et le soutien économique aux communautés.

Rendu possible par



La Facilité Stabilisation Régionale pour les régions du bassin du Lac Tchad et du Liptako-Gourma déploie des interventions intégrées et centrées sur la communauté pour reconstruire la confiance, favoriser la résilience et ouvrir la voie vers une paix et un développement durables.





RENFORCEMENT DES CAPACITÉS POUR LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE



1 851 fonctionnaires publics ont été touchés par les activités de DRR et d'adaptation au changement climatique



Plateforme d'information intégrée sur les risques au Sahel développée



Cadre pour un système d'alerte précoce et d'action précoce contre les risques multiples mis en place

En 2023, le Projet de Résilience au Sahel, soutenu par le gouvernement suédois, a réalisé des progrès significatifs dans l'amélioration de la réduction des risques de catastrophe et des efforts d'adaptation au changement climatique, touchant 1 851 fonctionnaires publics et mettant l'accent sur le renforcement de la résilience face à divers défis, notamment les crises, les conflits et les chocs socio-économiques. Cette initiative a été essentielle pour autonomiser les institutions régionales et les gouvernements nationaux en vue de l'adoption de plans de développement et d'investissements axés sur la gestion des risques.

Une réalisation clé a été le développement d'une plateforme d'information intégrée sur les risques pour le Sahel, réalisée en collaboration avec le Centre Régional AGRHYMET. Conçue pour harmoniser les outils de collecte de données et agréger les données régionales, la plateforme fournit aux partenaires des informations vitales pour la prise de décision et établit les bases de données nationales sur les catastrophes grâce à des programmes de formation complets axés sur la collecte et l'analyse des données sur les catastrophes.

Grâce au projet, plusieurs sessions de formation et des webinaires visant à harmoniser les systèmes de collecte et d'analyse des données d'impact des catastrophes ont été menés. Ces initiatives ont considérablement renforcé les capacités des experts nationaux et des parties prenantes, en leur fournissant les compétences avancées nécessaires pour utiliser des logiciels sophistiqués de collecte et d'analyse de données.

Le projet a également soutenu le développement du Système d'Alerte Précoce et d'Action Précoce Multi-Risques pour l'Afrique (AMHEWAS) et a contribué à la prochaine Stratégie de Résilience de la CEDEAO, renforçant ainsi les cadres politiques et budgétaires pour le développement axé sur la gestion des risques.

Avec son approche inclusive, sensible au genre et centrée sur les personnes, le projet a amplifié son impact à travers les secteurs, notamment en renforçant l'autonomisation des femmes et l'intégration socio-économique dans la région. Grâce à des partenariats stratégiques avec des entités telles que ONU-Habitat, ONU Femmes, l'Union Africaine et divers partenaires universitaires, le projet a offert un soutien complet aux principales instances régionales, notamment la CEDEAO et AGRHYMET/CILSS. Ce soutien s'étend également aux gouvernements nationaux, aux municipalités locales et aux organisations de la société civile pour la mise en œuvre de stratégies globales de réduction des risques de catastrophe, d'adaptation au changement climatique et de développement durable.

À présent dans sa deuxième phase, le Projet de Résilience au Sahel continuera à approfondir ses contributions à la promotion d'un Sahel résilient, avec des plans visant à renforcer la réduction des risques de catastrophe, l'adaptation au changement climatique et la résilience socio-économique.

Rendu possible par



Union Africaine





L'ambition de promouvoir des communautés durables à travers le Sahel garantit que le renforcement de la résilience reste un pilier central des efforts de développement dans la région.

MOYENS DE SUBSISTANCE ET REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE



Étude de collecte de données de base réalisée



Lancement officiel du projet EWASME



1 000 femmes entrepreneures à autonomiser

En 2023, le lancement du projet "Renforcement des capacités des femmes dans la chaîne de valeur du riz (EWASME)" a marqué une étape importante dans les efforts conjoints du PNUD et de la Banque islamique de développement (BID) en vue du redressement des moyens de subsistance et de l'économie au Sénégal, en Guinée, en Sierra Leone et au Niger. Visant à autonomiser 1 000 femmes entrepreneures en renforçant leur rôle dans la chaîne de valeur du riz, le projet s'inscrit dans l'épine dorsale économique de la sous-région, qui devrait connaître une croissance substantielle, passant de 299,78 milliards de dollars en 2023 à 334,24 milliards de dollars d'ici 2028.

Pour soutenir la mise en œuvre du projet, une étude exhaustive de collecte de données de référence a été lancée afin d'adapter étroitement les activités du projet aux besoins des femmes entrepreneures et d'informer les politiques de soutien. Des ateliers et des rencontres avec les parties prenantes dans les quatre pays ont favorisé une compréhension et une approche unifiées pour concrétiser les ambitions du projet, en mettant l'accent sur la formation, le soutien technique et l'amélioration de l'accès au financement et aux ressources infrastructurales pour les femmes concernées.

Les efforts de redressement des moyens de subsistance et économique ont également étendu leur portée grâce à des partenariats stratégiques avec la CEEAC, l'UNMM, le HCR et la CEDEAO, amplifiant leur impact dans différents secteurs pour renforcer l'autonomisation des femmes et leur intégration économique dans la région. Les jalons importants comprennent le soutien adapté à l'élaboration des théories du changement du projet et l'élaboration de documents de programme-pays (DPP) pour le Tchad, le Bénin et le Burundi. Cela a permis la formulation d'un soutien programmatique diversifié, allant des fenêtres de financement à l'assistance technique et aux notes d'orientation politiques, soulignant ainsi une approche holistique du redressement des moyens de subsistance et économique. En outre, un atelier annuel pour les points focaux des moyens de subsistance et du redressement économique en Afrique a eu lieu à Dakar, au Sénégal. Cet atelier est devenu une plateforme d'échange de connaissances et de renforcement des capacités, abordant les questions liées au redressement économique et explorant des projets multi-pays pour atténuer les impacts des crises mondiales et régionales.

Le portefeuille des projets de moyens de subsistance et de redressement économique, incluant le projet EWASME et ses activités annexes, est prêt à une expansion significative de ses interventions. Le PNUD, en partenariat avec la BID et d'autres partenaires, est déterminé à approfondir l'impact du projet au sein de la chaîne de valeur du riz. En créant des écosystèmes favorables au développement des PME, en facilitant l'accès au financement et aux marchés, et en exploitant le potentiel de la numérisation, le projet vise à favoriser une croissance économique durable, la résilience et la construction de communautés durables dans la région.



Rendu possible par



Créer des communautés durables et veiller à ce que l'équité entre les genres et l'autonomisation économique demeurent au premier plan de nos efforts de développement régional.





LE PROGRAMME VNU EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE



684 997 personnes touchées par le Programme VNU



715 Volontaires des Nations Unies Déployés dans les Bureaux du PNUD en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale



3 025 Volontaires des Nations Unies Déployés dans la Région

En 2023, le Bureau régional des Volontaires des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre a intensifié ses efforts pour favoriser la cohésion sociale et la résilience dans certains des environnements les plus difficiles de la région. Grâce à des partenariats stratégiques et à des interventions ciblées dans le bassin du lac Tchad et le Liptako-Gourma, ainsi qu'à l'appui aux programmes du Fonds pour la consolidation de la paix (PBF), les Volontaires des Nations Unies ont joué un rôle crucial dans le soutien aux efforts humanitaires, de développement et de consolidation de la paix dans la région.

Le programme a souligné son engagement... en mobilisant un nombre important de volontaires, témoignant ainsi de la reconnaissance généralisée du volontariat comme vecteur de changement. Au total, 3 052 Volontaires des Nations Unies ont été déployés dans 32 agences des Nations Unies et 3 opérations de maintien de la paix des Nations Unies, apportant une expertise diversifiée aux agences des Nations Unies, notamment un contingent significatif qui a soutenu les initiatives dirigées par le PNUD. Notamment, 715 Volontaires des Nations Unies étaient alignés sur des projets du PNUD, contribuant à atteindre près de 685 000 bénéficiaires, principalement des jeunes, des personnes âgées et des personnes déplacées internes/réfugiées.

Au Sahel, où le PNUD et ses partenaires mettent en œuvre la Facilité régionale de stabilisation, 60 volontaires ont été déployés pour soutenir les efforts de reconstruction de la confiance, de renforcement de la résilience et de promotion de la paix et du développement durables. Ces efforts ont été essentiels pour contribuer à l'impact global de la facilité, atteignant près de 1,7 million de personnes, dont près de 872 000 femmes. De plus, 523 volontaires en ligne ont été mobilisés et ont soutenu les efforts de développement des Nations Unies à travers des domaines tels que la conception graphique, l'édition, traductions, la gestion de sites web, ainsi que des campagnes de sensibilisation contre les violences basées sur le genre (VBG), et ce, depuis leurs foyers et communautés.

Le programme a également mobilisé 44 Volontaires des Nations Unies pour soutenir les projets financés par le PBF mis en œuvre en collaboration avec le PNUD dans 10 pays de la région. Les volontaires mobilisés ont joué un rôle essentiel en soutenant les élections, la gouvernance, les réponses aux crises et aux urgences, dans le développement des programmes et dans les efforts d'engagement communautaire.

À l'avenir, le programme des Volontaires des Nations Unies continuera d'aligner ses offres sur les besoins évolutifs du système des Nations Unies. En promouvant activement les Solutions Talents des Volontaires des Nations Unies et en veillant à ce que le volontariat soit intégré de manière transparente dans les cadres pertinents des Nations Unies, le programme continuera de faire une contribution significative à la paix, à la sécurité et au développement en Afrique de l'Ouest et du Centre.

Rendu possible par



**Un total de 88 Volontaires des Nations Unies entièrement financés ont été mobilisés pour soutenir les entités des Nations Unies en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. 14 d'entre eux ont été déployés auprès du PNUD, représentant une contribution financière de 940 000 dollars.*

La contribution des Volontaires des Nations Unies est essentielle à notre projet. Les Volontaires des Nations Unies sont plus préoccupés par ce qu'ils peuvent apporter que par ce qu'ils peuvent obtenir.

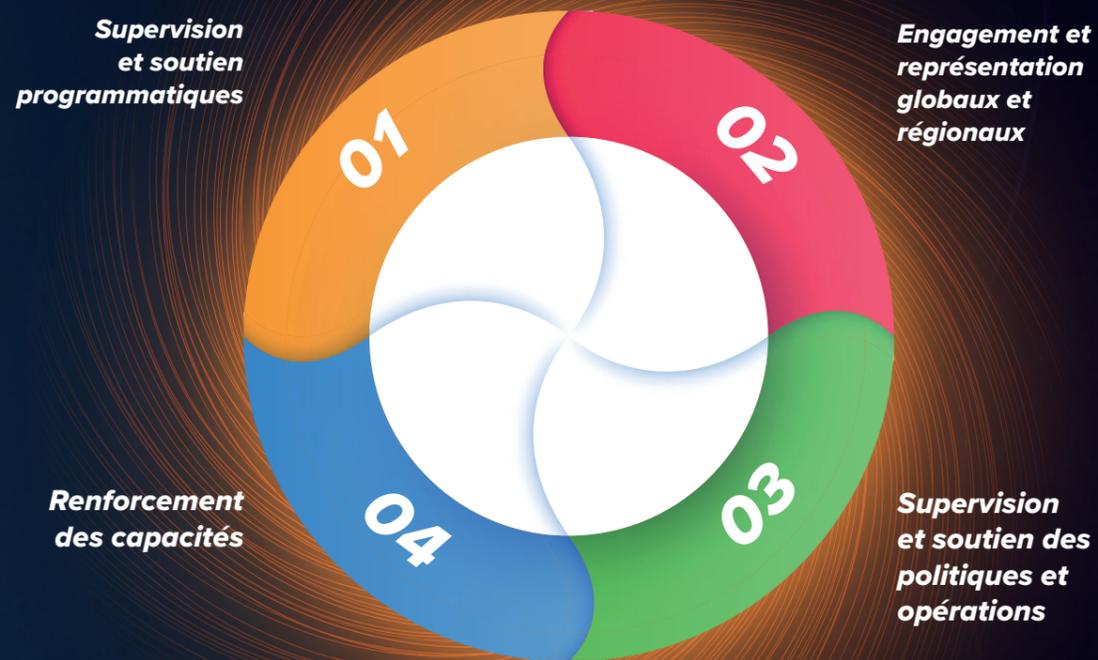
Charles Mback Nach, Chef de la Stabilisation, PNUD Tchad



Équipe de soutien du bureau pays

Faits saillants de 2023

Tout au long de l'année 2023, l'Équipe de soutien aux bureaux pays (COST) du PNUD pour la WACA a fourni une supervision stratégique et des services consultatifs aux bureaux pays de la région. Cela comprend :



Supervision et soutien programmatiques

La COST a apporté un soutien en assurance qualité et en expertise spécialisée pour la formulation et l'approbation de 15 Documents de Programme Pays (DPP), dont 7 dans la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (WACA). Un soutien a également été fourni pour la surveillance électorale au Sénégal et au Gabon.

Engagement et représentation globaux et régionaux

Un soutien consultatif a été fourni pour les engagements de haut niveau de la direction senior tels que la 78^{ème} Session de l'Assemblée générale des Nations Unies, la COP 28, le Sommet de l'Union Africaine et le 30^{ème} anniversaire de la Conférence Internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique (TICAD).

Supervision et soutien des politiques et opérations

Neuf (9) bureaux pays ont bénéficié d'un soutien concernant la conformité à l'Approche Harmonisée des Transferts Monétaires (HACT) ainsi que la diligence raisonnable du secteur privé. Un appui leur a également été fourni pour la préparation des audits et du Plan de Travail Intégré (IWP), ainsi que pour l'assurance qualité des Rapports Annuels Orientés Résultats (ROAR).

Renforcement des capacités

Grâce au Système de Suivi des Demandes et Services Consultatifs (STARS), la COST a fourni une expertise programmatique et politique aux bureaux pays de la région. Elle a également soutenu le déploiement complet de la nouvelle plateforme institutionnelle du PNUD. L'équipe de la COST a, en outre, apporté un soutien au renforcement des capacités des bureaux pays régionaux par le biais de sessions de formation en Gestion de Projets et de Portefeuilles (GPP) en 2023.

Centre mondial de services partagés

Faits saillants de 2023

Le Centre de Services Partagés Mondial du Bureau des Services de Gestion (BMS/GSSC) est un pôle d'excellence qui fournit des packages de services sur mesure en matière de RH et de finances à plus de 42 500 personnes des Nations Unies, provenant de 80 agences, fonds et programmes à travers le système des Nations Unies. Offrant des services depuis 2003, et avec une équipe d'experts multilingues située dans huit villes (Addis-Abeba, Amman, Bangkok, Copenhague, Dakar, Istanbul, Kuala Lumpur et New York), le BMS/GSSC s'est imposé comme un centre d'administration majeur au sein des Nations Unies, offrant un haut niveau de soutien à la clientèle et une connaissance des politiques et des processus aussi bien aux clients internes qu'externes à travers le monde.

Axes de soutien



- En 2023, le BMS/GSSC a traité plus de 1,1 million de transactions financières et de demandes de services pour les clients du système des Nations Unies. L'UNDP représentait près de 80% des demandes de services du GSSC, dont 25% provenaient du Bureau Régional pour l'Afrique (RBA).
- Plus de 600 000 transactions liées à la paie d'une valeur de 2 milliards de dollars ont été effectuées au nom de clients internes et externes - l'UNDP et 85 autres agences des Nations Unies (y compris l'OMS, l'OCHA, le PAM, les Volontaires des Nations Unies et ONU Femmes).
- En plus de diriger la conversion des fournisseurs mondiaux pour toutes les agences de l'ONU Quantum, le Centre a traité plus de 170 000 fournisseurs au cours de la période de déclaration.
- En ce qui concerne l'administration du personnel non statutaire, le BMS/GSSC a administré plus de 10 500 accords de service du personnel pour l'UNDP, l'UNCDF et les Volontaires des Nations Unies dans plus de 170 pays et territoires, principalement en anglais, français et espagnol. Des services supplémentaires étaient fournis en arabe et portugais pour les pays du RBAS, les pays lusophones du RBA et le Brésil.
- Le BMS/GSSC a étendu la fourniture de services d'avantages sociaux et d'indemnités aux ressources humaines à plus de 40 000 employés dans plus de 170 pays et territoires en anglais, espagnol et français. Plus de 50 % de ces volumes sont fournis à plus de 40 agences des Nations Unies, avec des clients principaux comme le PAM, le FNUAP, ONU Femmes, OCHA et l'UNDP.

Le GSSC a également soutenu les stations d'urgence à travers le monde en priorisant leurs demandes dans le cadre d'accords de niveau de service (SLA) resserrés.

Partenariats pour le développement

Redéfinir nos engagements dans la région

En 2023, le paysage des partenariats en Afrique de l'Ouest et centrale a connu un changement, reconnaissant les complexités dynamiques du développement et les rôles essentiels des divers intervenants dans la promotion de la croissance durable. Tout au long de l'année, nous avons souligné l'importance des partenariats adaptatifs et réactifs qui accordent la priorité aux contributions directes et l'engagement des communautés que nous servons. Ce changement vers un modèle plus inclusif garantit que nos initiatives sont non seulement réceptives aux besoins des populations locales, mais aussi suffisamment solides pour résister aux fluctuations socio-politiques et aux défis environnementaux.

Nous avons élargi nos réseaux de collaboration pour inclure un spectre plus large de partenaires, notamment des ONG locales, des organisations de la société civile, des leaders du secteur privé, des institutions académiques, ainsi que nos engagements en cours avec des organismes continentaux, des organisations régionales et des donateurs.

Les partenariats clés cette année ont inclus des collaborations renforcées avec des entités telles que l'Union africaine, la CEDEAO, l'Autorité du Liptako-Gourma (ALG) et de nouveaux partenariats avec l'UEMOA, le LVIA, le Projet Give1 et le CCRS, apportant ainsi de nouvelles perspectives et solutions aux défis de longue date.. Ces relations ont été essentielles pour déployer des initiatives qui abordent tout, de la résilience climatique et de la stabilité économique à la gouvernance et à l'engagement des jeunes.

Tout au long de l'année, nous avons approfondi nos partenariats avec des entités telles que :



Financement de notre travail

Certains des principaux partenaires qui ont contribué à soutenir nos efforts dans la région comprennent :



PNUD au Sénégal

Une empreinte revitalisée

La présence du PNUD au Sénégal, sous la direction du Directeur du Bureau sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (PNUD WACA) et Représentant résident du PNUD au Sénégal, englobe à la fois des équipes au niveau sous-régional et national dédiées à la promotion du développement à travers le Sénégal et les 24 pays de la sous-région.

Au niveau sous-régional, le PNUD WACA est en première ligne pour accélérer les progrès vers les Objectifs de développement durable (ODD). Cela est réalisé grâce à une approche holistique qui combine un soutien politique stratégique et une programmation innovante, favorisant des partenariats solides et déployant des initiatives complètes de renforcement des capacités.

Au niveau national, le PNUD Sénégal travaille en étroite collaboration avec le gouvernement sénégalais, les communautés locales, la société civile, les médias et les partenaires internationaux pour aider à relever les défis spécifiques du pays et soutenir le déblocage de son plein potentiel. En se concentrant sur des domaines critiques tels que la croissance économique inclusive et durable, la durabilité environnementale et la gouvernance, le PNUD Sénégal œuvre pour renforcer les institutions, améliorer la cohésion sociale et soutenir la construction de la résilience.



Découvrez notre équipe



Njoya Tikum
Directeur, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre et représentant résident, PNUD Sénégal



Luc Gnonlonfoun
Représentant résident adjoint (Opérations), Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Ndeye Awa Mbaye
Assistante de direction, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Reshmi Theckethil
Gestionnaire de projet de résilience au Sahel, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Stephane Amani
Spécialiste régional des moyens de subsistance et de la relance économique, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Veronique Zidi-Aporeigah
Directeur régional, Bureau régional du programme VNU pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Paul Armand Menye
Gestionnaire de portefeuille régional, Bureau régional du programme VNU pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Nadine Rugwe
Conseiller en gouvernance et consolidation de la paix, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Blerta Cela
Chef de la Facilité régionale de stabilisation, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Thomas Pituad
Spécialiste des programmes de réduction des risques de catastrophes, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Papa Elimane Diouf
Analyste des achats de la facilité régionale de stabilisation, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Chika Charles Aniekwe
Conseiller principal et chef du secrétariat du RS-SRR, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Betty Mukanya
Spécialiste des ressources humaines de la facilité régionale de stabilisation, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Kwaku Asante Darko
Spécialiste de programme régional, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Piero Emanuele Franceschetti
Gestionnaire des opérations de la facilité régionale de stabilisation, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Sarah Zingg
Spécialiste de la stabilisation, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Armand-Michel Broux
Spécialiste de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Rania Mohamed Osman Mohamed Hadra
Conseiller régional - Chef d'équipe, équipe Sahel, Bureau régional du PNUD pour l'Afrique



Pepe Ayele Wansi Satchivi
Équipe de soutien au bureau pays (COST) Chef d'équipe, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Serge Ndjekouneyom
Spécialiste du programme de sécurité climatique, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Sophie Boutin
Équipe de soutien au bureau pays (COST) Spécialiste du programme pays, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Yonathan Workineh
Équipe de soutien au bureau pays (COST) Spécialiste du programme pays, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Mamadou Sadialiou Ba
Associé financier, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Salifou Zougrana
Spécialiste du suivi et de l'évaluation de la facilité de stabilisation régionale, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

Découvrez notre équipe



Christella Igiraneza
Spécialiste de l'autonomisation des jeunes, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Mohamed Mediouf Diop
Chef des finances et de l'administration, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Hamadou Adama Ba
Analyste en communication, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Caroline Sarr
Analyste en communication, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Mohamed Seck
Consultant en opérations, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Denise Jeanmonod
Expert en communication pour le projet de résilience au Sahel, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Olivier Abayisenga
Projet de résilience au Sahel
Spécialiste technique de la réduction des risques de catastrophes, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



John Obi
Associé à la gestion du projet de résilience au Sahel, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Bezawit Mekonnen
Officier en communication et en sensibilisation, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Sylvain Manga
Chauffeur de bureau, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Arouna Fall
Chauffeur de bureau, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Moussou Coulibaly
Associé de programme, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Marie Madeleine Rebeiz
Assistent aux opérations, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Marina Senami Monkoun
Officier de programme technique, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Tomoki Matsuura
Spécialiste des programmes de la Facilité régionale de stabilisation, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Ariane Gangbo
Analyste des services régionaux du GSSC, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Prachi Acharya
Projet de résilience au Sahel
Spécialiste technique de la résilience urbaine et de la préparation au relèvement, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Carole Modobe
Assistent de programme, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Ndambao Ndiaye
Chauffeur de bureau, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Corine Eyebe
Consultant en opérations, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



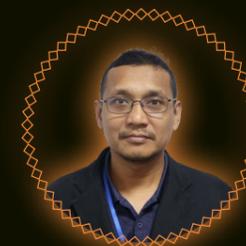
Mame Coura Diop
Associé de service régional du GSSC, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Aminata Diabate
Associé en recrutement RH du GSSC, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Elsie Daouda
Associé en recrutement RH du GSSC, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Mohamad Fadzli Othman
Analyste financier du GSSC, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

Découvrez notre équipe



Mariama Sene
Assistant en recrutement RH du GSSC, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Karidja Fani
Associé financier du GSSC, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Samba-Lamine Sissoko
Associé financier du GSSC, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Patrick Lawali Koussoube
Analyste financier du GSSC, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Soukeyna Ba
Associé financier du GSSCSCC, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Firuza Djalilova
Spécialiste de l'administration du fonds GSSC, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Ntami Emmanuel Eborty
Responsable de la gouvernance économique et des partenariats, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Alpha Cellou Mamadou Dieng
Associé en recrutement RH du GSSC, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Enapha Ouensou
Coordinateur du projet EWASME, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Mouhamadou Sinagonrigui
Analyste des opérations du GSSC, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Ibrahim Cisse
Assistant financier, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Kossi Ogoubi
Spécialiste des services régionaux du GSSC, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Marc Kramo
Assistant de gestion de projet, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Rosine Ouedraogo
Assistant de projet, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Hypolite Reoutar Mbailassem
Officier régional de l'information, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Thierry Badji
Responsable informatique, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Milicent Lewis-Ojumu
Facilité régionale de stabilisation
Conseiller en matière de sensibilité aux conflits, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Ugochukwu Kingsley Ahuchaogu
Analyste régional de la communication, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

*En
l'affectueuse
mémoire de*



*Sevenais
Sterling*

*Son esprit indéfectible, sa grande gentillesse et
son sourire inoubliable resteront à jamais dans nos
cœurs*



Programme des Nations unies pour le développement
Hub sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre
Point E, Complexe Citamil, Immeuble E
Dakar - Sénégal

Connectez-vous avec nous
 @UNDPWACA
www.undp.org/fr/africa/waca

© PNUD 2024